Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Entreprises-dans-chaque-situation,1280

compte-rendu de la rencontre des entreprises

Entreprises, dans chaque situation, la lutte et l'état...

- Vie politique -

Date de mise en ligne : dimanche 20 janvier 2013

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Ce numéro spécial du journal "Le Vénissian" de la section du PCF Vénissieux est un compte-rendu de la rencontre des entreprises organisée le 29 Février et qui avait réuni plus de 150 personnes, à la surprise de tout le monde... C'est une initiative qui contribue à faire grandir les liens entre les travailleurs en lutte, posant directement et eux-mêmes toutes les questions politiques essentielles pour sortir de la soumission dominante au capitalisme...



LE VÉNISSIAN

PCF

Journal de la section de Vénissieux du PCF

Janvier 2013

Sommaire

Spécial Entreprises : FRALIB, VENINOV, BOSCH, TOTAL, PRESSTALIS, TSV, KEM'ONE ARKEMA, .. avec les communistes et le maire Michèle PICARD

Internationalistes...

Ce 27 Octobre dernier, le monde qui bouge était à Vénissieux! 2 ambassadeurs, 2 philosophes, 8 partis communistes, 4 pays face à l'OTAN... témoignages et analyses de peuples en lutte (voir nr spécial)

US Go Home !

Le consul des USA vient parler aux Minguettes de la citoyenneté... quel culot ! Invité par un élu socialiste, quel gachis ! Ce pays des guerres, du racisme, des

29 Novembre, salle Albert Rivat: 150 travailleurs, plus de 10 entreprises présentes. succès de la rencontre organisée par les communistes...

Avec les entreprises pour l'emploi !

Fralib, Bosch, Veninov, quelles issues politiques pour les salariés et le maintien des sites industriels ? Depuis 18 mois, le chômage progresse en France. Pour le gouvernement, ça va continuer ! Est-ce inéluctable ou faut il agir pour

droite comme de gauche. Le résultat ? des milliards ont quitté le travail, l'investissement, la protection sociale pour aller vers les marchés, les investissements dans les pays à bas coût, renforçant la concurrence

Introduction de Serge Truscello, secrétaire de section de Vénissieux du PCF

Fralib, Bosch, Veninov, quelles issues politiques pour les salariés et le maintien des sites industriels ? Depuis 18 mois, le chômage progresse en France. Pour le gouvernement, ça va continuer ! Est-ce inéluctable ou faut-il agir pour une autre politique économique, industrielle, un autre rôle de l'Etat, des entreprises ? Pour les médias, le gouvernement, les patrons, quand on parle emploi et industrie, c'est la compétitivité, il faut baisser le « coût du travail ». Le gouvernement socialiste annonce après le rapport Gallois son « pacte de compétitivité », un nouveau cadeau

Copyright © Le Vénissian

aux entreprises de 20 MdsEuros, qui s'ajoute aux 518 Mds de toutes les réductions de « charges ». Mais ce sont nos cotisations et le « coût du travail » c'est notre salaire ! Cette politique est menée par tous les gouvernements de droite comme de gauche. Le résultat ? des milliards ont quitté le travail, l'investissement, la protection sociale pour aller vers les marchés, les investissements dans les pays à bas coût, renforçant la concurrence entre les salariés. Cela n'a jamais préservé nos emplois, notre industrie, au contraire. Le chômage est une arme de destruction massive dans les mains du capitalisme pour s'attaquer au socle social de nos pays. Aujourd'hui, ils veulent accélérer en Europe au nom de la dette. Pour retrouver l'équilibre, faire face à la concurrence, devenir compétitif, les patrons ferment, réduisent les effectifs, font chantage à l'emploi et à l'investissement. Bosch en 2004 à Vénissieux, Arkema en 2012 à Pierre Bénite. Renault après l'accord arraché aux salariés espagnols veut l'imposer en France..., la liste est longue. Nous sommes nombreux dans cette salle à connaître cette situation destructrice pour l'emploi, les acquis, l'industrie. La mobilisation a débouché sur des propositions parfois différentes, création d'une SCOP pour les Fralib, recherche d'un repreneur pour les Veninov. Tous se heurtent à des difficultés. Refus d'Unilever de céder la marque « Elephant », non-respect des engagements du repreneur de Veninov. Les syndicats avec les salariés mènent des actions, décident en fonction du rapport de force, et cherchent comment trouver des propositions qui mobilisent suffisamment pour renverser, à la fois les décisions de leur patron et l'accompagnement du pouvoir politique.

Pour inviter à cette réunion, nous posions plusieurs questions :

- Quelles réponses politiques aux luttes, à la nécessité de développer l'emploi ?
- Faut-il laisser les patrons décider ou faut-il nationaliser les grands groupes ?
- Comment analyser les propos de Montebourg sur la nationalisation temporaire ?
- Comment se libérer des décisions européennes et de l'euro ?

- Comment mener ensemble les batailles pour l'emploi et pour nos salaires ?

- Quel projet de société pour défendre réellement les intérêts du monde du travail ? Faut-il un autre capitalisme ou le socialisme ?

C'est en cherchant ensemble que nous pourrons trouver des issues, donc à partir des expériences de chacun que nous proposons d'engager le débat. Nous proposons de discuter la forme d'une expression commune pour interpeller le pouvoir politique.

Robert Vangt, Délégué syndical CGT de FRALIB

le 6/12, le comité d'engagement va commencer à discuter de notre projet de SCOP. Ensuite, notre appel de la décision du 3ème plan social aura lieu en janvier. Le sens des mots est important : ils parlent de compétitivité, mais ils ont changé la définition dans le dictionnaire, c'est devenu « accroissement des marges de bénéfice ». Actuellement SFR, pour maintenir la compétitivité, va supprimer 850 emplois. Ce qui veut dire que pour maintenir les marges de bénéfices de ces sociétés il va falloir supprimer des emplois. Or un salarié qui travaille c'est un créateur de richesses. Donc, dans chaque discussion, il faut bien remettre le sens des mots, ça permet de comprendre pas mal de choses.

Encore quelques mots sur Fralib, ça fait 6 mois que le gouvernement a changé, on ne peut pas trop se positionner aujourd'hui. Ce qui est sûr, c'est qu'avec l'ancien gouvernement, il est clair que l'implication était concrète. Sapin nous dit aujourd'hui qu'un document (de justice, nde) a été fait et n'a pas été finalisé. Il nous explique que sur l'implication de Xavier Bertrand, il n'a pas trouvé de preuves écrites. Mais il faudrait que X. Bertrand soit con pour laisser des preuves écrites. Aujourd'hui, on espère bien aller en appel, et gagner de façon à avoir plus de force pour pouvoir récupérer la marque Elephant.

Stéphane Navarro, délégué syndical CGT de VENINOV

Nous attendons une table ronde la semaine prochaine en préfecture. Pour nous rien n'a changé. L'usine n'a toujours pas redémarré, nous n'avons toujours aucun contrat, alors que sur les ordonnances notifiées par le juge précisaient qu'en septembre, il devait y avoir 10 à 20 personnes d'embauchées et qu'à la fin de l'année on serait 40 ou 50. Pour l'instant, on en est à 0.

On a vu nos repreneurs à Nanterre avec le juge. On nous a expliqué que ça prenait plus de temps que prévu. On est conscient de ça. Donc, on a fait un compromis, une proposition : dès le mois de décembre, ils embauchent 25 personnes à mi-temps, ce qui ferait à peu près 10 équivalents temps plein et avec promesse d'embauche pour le redémarrage qui devrait se faire courant 2013. Ils vont réfléchir à cette proposition. Ils doivent revenir sur le site les 12 et 13 décembre pour faire un audit et voir ce qui ne va pas, ce qu'il y a à réparer. On les attend, mais il faut qu'ils viennent avec un contrat parce qu'autrement ça ne sert à rien. Si on attend encore des dizaines d'années, c'est pas pour ça qu'on s'est battus jusque là. On espère un retour pendant la table ronde en préfecture.

De notre côté on réfléchit à faire une grosse initiative avant qu'ils arrivent. Ce serait d'occuper l'usine 24/24 pour leur faire voir qu'on est déterminés et que c'est pas parce qu'ils ont racheté l'usine qu'ils vont pouvoir faire ce qu'ils veulent. Ils ont racheté l'usine grâce à nous, grâce à la Ville, grâce aux salariés mais grâce aussi au comité de soutien et à toutes les personnes qui se sont impliquées dans ce combat. Il faut qu'on fasse voir qu'on est présent et qu'on ne lâchera rien. Et si on est là c'est pour que l'usine redémarre.

On va peut -être encore avoir besoin de vous lors de nos rassemblements, peut-être aussi lors de l'occupation.

Guillaume Dumoulin, Resp. syndical et communiste de PRESSTALIS

Presstalis c'était les NMPP, une messagerie qui regroupe 2 coopératives (quotidiens et publications), depuis le Conseil National de la Résistance qui obligea tous les éditeurs à passer par une coopérative pour que, en résumé ça ne coûte pas plus cher au Figaro qu'à l'Huma d'être distribué, donc pour la pluralité de la presse. Le but est que n'importe quelle idée puisse arriver au citoyen quel que soit son lieu d'habitation et au même coût. C'est un outil de la démocratie. Et on assiste depuis des années à son démantèlement. On externalise tout, on fait jouer la concurrence avec une nouvelle messagerie, les MLP où les éditeurs basculent leurs titres pour affaiblir la messagerie historique, en faisant du dumping social puisque les salariés n'ont pas le même statut. Beaucoup de sous-traitance aujourd'hui. Beaucoup de publications sont traitées par des intérimaires payés au SMIC, quand ils viennent 3 h on ne leur paie que 3h, on les appelle l'après-midi pour leur dire de venir travailler le soir, c'est ça la réalité d'une partie de la presse. Aujourd'hui on veut mettre en concurrence nos CDI avec eux. La presse ce n'est pas un produit anodin. Elle est beaucoup aidée par l'Etat. Plus d'1 Mds chaque année, aides directes, taux de TVA à 2.1%. Les grands patrons éditeurs : Dassault, B. Arnaud, Lagardère, qui crient famine à la fin du mois, sont aidés. Ils font croire que leurs titres perdent de l'argent et que ce sont des mécènes. C'est faux. Grâce aux précédents gouvernements, ils peuvent défiscaliser. Les pertes d'un côté engendrent les bénéfices de l'autre. En plus ils achètent la presse. On veut du pluralisme et quand on regarde les propriétaires, on a un vrai problème. Il faudra bien sortir des pouvoirs de l'argent. On le voit sur le fameux coût du travail, il n'y a pas de coût du travail, sauf que c'est ce qu'on entend tous les jours parce que la presse n'est pas libre en France. On l'a bien vu dans le JDD où de gros patrons demandent un choc de compétitivité, les patrons de Sanofi, Total, qui engrangent des bénéfices à outrance pour engraisser les actionnaires et de l'autre côté licencier. Le coût du travail, c'est comment améliorer la rentabilité financière et le massacre social, c'est nous qui le payons. Ce que Sarkozy n'a pas eu le temps de faire, c'est le parti socialiste qui va cautionner.

Notre direction nous a présenté un projet de PSE qui exclut la quasi-totalité du travail des publications. On sous-traite tout et on licencie 1250 personnes sur 2200, une saignée majeure. Il y a une baisse des ventes des titres, conséquence de la pensée unique, plus d'esprit critique !

Copyright © Le Vénissian

Heureusement qu'on a l'Humanité qui dit autre chose dans ce conformisme. Si la réforme se fait, et qu'on laisse les éditeurs quitter cette coopérative, ce qui est bénéficiaire va être externalisé et ce qui coûte va rester dans l'entreprise. L'Humanité qui n'a pas les moyens de se distribuer tout seul, demain va mourir. Libération aussi. Seuls le Figaro, le Monde, arriveront à être distribués.

On a essayé de trouver autre chose, on n'y arrive pas. Aujourd'hui c'est bloqué. C'est pour ça qu'on est en grève encore cette nuit. Si les journaux n'ont pas parus, c'est notre faute mais c'est surtout la faute des actionnaires de l'entreprise. Le risque c'est que plusieurs titres meurent et ne puissent plus être distribués. On a déjà un problème en tant que salariés, alors, si l'on a uniquement la pensée unique des patrons, on va avoir un vrai problème avec le citoyen. Plus de mission de service public, l'entreprise ferme des points de vente reculés par pure logique économique. Ce qui rapporte en ville permet de financer ce qui rapporte moins dans les campagnes. C'est un vrai problème d'égalité des territoires aussi dans l'information. Dans certaines communes les journaux n'arrivent plus.

Dans ce PSE l'Etat aide notre entreprise pour 19 millions d'euros par an dans un accord, qu'ils ont appelé « tripartite » mais sans les organisations syndicales, l'éditeur, la direction et l'Etat.

Sur le terrain politique, on a un vrai problème avec ce gouvernement, dans la négociation depuis un an, sans nous. On ne nous consulte pas. On nous reçoit poliment quand on manifeste mais on ne nous écoute pas. Alors qu'on a un gouvernement qui se dit de gauche, qui veut enrayer le chômage, il signe un plan de 1250 suppressions. Nos impôts vont servir à licencier 1250 personnes. Tout cela pour passer d'un travail à statut à un travail précaire. Des salariés passent devant les tribunaux pour actions syndicales. On demande une amnistie, on n'a pas de réponse. On est obligés de faire du foin devant le tribunal pour que nos camarades ne soient pas condamnés. Aujourd'hui, il nous faut vraiment un parti politique proche des salariés. Le seul qui est auprès des salariés c'est le parti communiste. Quand on les sollicite, ils nous accueillent à bras ouverts, quand on sollicite les socialistes, il faut aller manifester devant leurs mairies. Et on nous balance toujours les mêmes trucs : vous coûtez chez, vous êtes toujours en grève. Veninov, heureusement qu'ils ont le soutien de la Ville, de certains élus. Les promesses sur les Fralib, Hollande en a donné en temps d'élection.

Didier Chaix, militant syndicaliste de KEM ONE - ARKEMA

L'histoire de Kem One c'est une facette du capitalisme à outrance qu'organisent nos patrons. Arkema n'a pas trouvé mieux que de vouloir vendre son pôle vinylique, la société Kem One qui a 10 sites en France, à un repreneur qui s'appelle Gary Clesch pour 1Euros symbolique parce que ça ne lui rapportait pas assez d'argent. Ce repreneur se positionne sur beaucoup de dossiers en France, sur Petroplus, sur des fonderies d'alu dans la vallée de la Maurienne. C'est un virtuose de la finance avec des holdings dans des paradis fiscaux.

Le pôle vinylique a été transféré avec une centaine de millions de trésorerie qu'Arkema a donné, alors que ça devait normalement servir au bon fonctionnement de l'entreprise.

Après plusieurs mois d'activité, nous constatons que l'entreprise n'a plus d'argent. On a du mal à savoir où sont les 100 millions. Il y a de fortes chances qu'ils soient cachés dans des paradis fiscaux. Et aujourd'hui, on nous dit qu'il va falloir aller chercher de l'argent sur les marchés financiers...

Partout en Europe, il s'est positionné sur des dossiers, il s'est fait recaler. Carenco le prefet du Rhône l'a recalé sur la fonderie d'alu et Total n'a pas voulu faire affaire sur une raffinerie en Angleterre car les garanties financières de ce M. ne sont pas suffisantes. Ce n'est pas qu'il n'a pas d'argent, c'est que son argent est bien caché. Voilà comment il

Copyright © Le Vénissian

procède : on lui donne des entreprises ou des bouts d'entreprises que les grands groupes ne veulent plus. C'est surtout pour s'acheter une virginité qu'ils font ça. Pour éviter qu'on apprenne qu'Arkema a fait un grand plan de suppression d'emplois. Arkema n'a jamais licencié une seule personne.

Les entreprises veulent toujours plus de profit et pour cela elles font baisser la masse salariale en réduisant l'emploi en France et se développent à l'étranger en même temps.

Donc G. Clesch organise l'entreprise pour qu'elle soit exsangue d'argent. Par exemple, en Hollande dans des fonderies qu'il a fait fermer. En moins de 4 ans il a mis 600 salariés à la porte et c'est le gouvernement hollandais qui a dû payer le plan social. Ce monsieur a des accointances avec M. Sarkozy.
Sur l'aspect politique, on est allés voir le gouvernement, qui nous a fait plein de promesses pendant les élections. Nous sommes allés voir la maire de St-Fons, sénatrice, qui nous a reçus poliment ainsi que le député et nous attendons un entretien avec le ministre Montebourg pour l'informer du dossier.

Kem One. C'est l'instant d'avant de Petroplus. Gary Clesch va organiser l'entreprise de manière à ne plus pouvoir alimenter en matière première ses usines et donc, organiser la faillite. Il négocie avec Total le prix de l'éthylène qui sert à faire notre PVC à St Fons et est prêt à aller jusqu'à assécher ses usines pour faire baisser le prix. C'est un jeu dangereux et les salariés sont au milieu.

Nous on n'a pas une usine à l'arrêt mais on est très inquiets sur l'avenir. L'industrie chimique est comme un château de cartes, si l'on perd qqchose en route ça peut faire effet domino et percuter un certain nbre d'entreprises et c'est des milliers d'emplois qui sont en jeu.

Aujourd'hui nos patrons jouent au monopoly avec nos entreprises, les font, les défont et les salariés sont ballotés.

On a fait qqchose, on a vu un grand avocat. On est dans la bataille. On va pas mourir sans bouger. Nous avons négocié, avec le peu de pouvoir qu'ont les IRP, des outils qui garantissent un certain nbre d'acquis pour les salariés. Nous avons négocié avec Arkema une fiducie car nous n'avions pas confiance en ce repreneur. C'est une somme d'argent : 20 millions d'Euros déposée à la Caisse des dépôts et consignation pour le cas de plans sociaux. Nous avons récupérer de l'argent aussi pour les victimes de l'amiante. Nous avons négocié aussi qu'à chaque fois de Gary Clech investit 3Euros Arkema en donne 1. Malheureusement le but de G.C. n'est pas forcément que l'activité perdure.

Michel LAVASTROU, resp. syndical de TOTAL

La société Total appuie sur des boutons. Elle arrive à détourner les licenciements. Elle a vendu Atochem, transformé en Arkema et Arkema en Kem One et autres. Son CA est fait pratiquement qu'hors Europe. 184 milliards avec une masse salariale qui coûte 4%. Son problème, c'est qu'elle veut plus de bénéfices avec ses raffineries. Les prix vont ré-augmenter mais Total a promis de le faire doucement. En France, on a le monopole. On a fabriqué Petroplus, sachant que ça allait fermer et d'autres vont fermer. Ce sont les compagnies pétrolières qui veulent fermer la raffinerie. Et si ça prend longtemps, longtemps, c'est pour détourner le sujet.
Une raffinerie qui produit 24 millions de tonne s'ouvre en Arabie Saoudite, soit disant pour l'export vers l'Asie. Mais bien sûr, va ramener du produit en Europe et en France. Et c'est une catastrophe pour Feyzin et La Med. Délocaliser c'est facile, on a déjà les outils à l'extérieur. Il suffit de ramener le produit. Toutes les raffineries qui ont fermé , le produit on le comble pas par des parts de marchés en plus pour les autres raffineries mais par des exportations. Au Havre, on prépare des bacs ce qui veut dire qu'on prépare déjà l'importation. Et en masse.

Copyright © Le Vénissian

Actuellement on continue à vivre mais leur schéma a été prévu il y a très longtemps. L'impact est énorme. Les emplois induits, il y a sur le bassin de Feyzin, 2 ou 3000 emplois qui sont concernés. Et au-delà, c'est toute la chimie qui ferme.

Qu'est-ce qui empêche un gouvernement à reprendre la main sur un outil qu'il possédait déjà ? Tout n'a pu exister qu'avec de l'argent de l'Etat, le contrôle de l'Etat. Maintenant c'est à l'Etat de reprendre son outil qui gagne 14 milliards, c'est quand même sympathique, ça bouche des trous, ça fait vivre du monde. On peut avec ça relancer de la politique économique, industrielle. Même les économistes disent que renationaliser serait une très bonne solution pour un pays comme le nôtre qui a tout foutu en l'air, qui a tout écrasé et qui en créant de la misère a créé de la richesse.

Notre société est en train de déplacer ses sièges sociaux. Dans 10 ans même - ils ne seront plus français. L'outil on l'a encore mais il n'y a que nos députés, nos sénateurs communistes qui revendiquent la nationalisation de l'industrie. Les élus socialistes en sont à adapter le capitalisme pour nous appauvrir un peu plus. Le seul moyen de taxer le capital c'est d'augmenter les salaires. Pas la peine de chercher des 75%.

Michèle Picard, maire communiste de Vénissieux

Je connais bien les entreprises qui sont ici, comme maire et ancienne députée suppléante. Veninov est une lutte exemplaire : faire plier un fond de pension américain, presque une première. Il ne faut pas se laisser voler la victoire. Il faut faire respecter la justice et le droit français par ces patrons qui ne peuvent pas tout se permettre parce qu'Allemands, Autrichiens ou autres... Si les salariés décident d'occuper, le comité de soutien, les élus, les communistes les soutiendront. On ne s'est pas battu pour Veninov par hasard. On a eu un traumatisme à Vénissieux, St Jean Industrie, anciennes fonderies Duranton. 108 salariés ont été mis dehors par un patron voyou qui a orchestré la liquidation de la boîte. Ils se sont battus, ont occupés avec le soutien de la Ville, du parti, et cette bataille a été perdue. Il n'y a pas eu de reprise. Mais l'essentiel, c'est la mémoire. Ce même patron a été présenté comme sauveur des fonderies du Poitou. On se fout de la gueule du monde ! Les salariés n'étaient pas au courant. Après la colère du maire, ils ont su et ont été vigilants. J'avais raison puisqu'on nous annonce du chômage partiel là-bas. Il a fait la même chose en plus gros et avec des aides de l'Etat. On me disait « vous êtes l'oiseau de mauvaise augure » mais les salariés ont été contents de savoir. Il faut donc s'organiser avec de la mémoire.

Une autre question : c'est le droit et le pouvoir des salariés dans les entreprises. Comment ils peuvent peser ? C'est la finance qui dicte la loi actuellement. Avec des droits et des pouvoirs aux salariés, on peut empêcher les délocalisations, les fermetures. On tue non seulement notre industrie mais aussi les savoir-faire et on tue aussi tout le lien. On parle toujours de la casse de l'emploi mais le capital réussit non seulement à casser l'emploi, l'industrie etc... mais si on prend l'histoire de Vénissieux, RVI passé de 18 000 à 2 000, c'est plus que casser l'emploi, c'est casser la transmission, la transmission de la lutte. Mais ils n'ont pas gagné, la preuve, on est tous là et il y a encore des luttes exemplaires dans ce pays. On a perdu certaines luttes mais on est encore en capacité de s'organiser, et vu la force et l'organisation qu'ils ont, il faut accentuer !

Les médias parlent de la pauvreté comme une fatalité. En tant que maire, ça m'agace parce que la pauvreté n'est pas une fatalité, c'est une conséquence du pouvoir d'achat, du chômage, du temps de travail qui ne suffit pas pour vivre dignement, de toute la casse qui a lieu actuellement. De plus en plus, notamment chez les femmes, c'est des temps partiels qui ne permettent pas de vivre.

J'aimerais qu'on parle aussi de formation. Je n'oublie pas que l'AFPA à Vx et à St Priest se bat. Nos villes ont besoin de ces organismes alors qu'on continue de casser aussi la formation, l'éducation, c'est-à-dire le triptyque éducation, formation, emploi. Il nous faut un plan Orsec au niveau du pays.

Copyright © Le Vénissian

Rim, jeune militante de FRALIB...

Je suis une syndiquée CGT à Fralib. J'étais intérimaire pendant 8 ans à Unilever. Il y a eu un plan social en 2007 et j'ai été embauchée, obligée d'être embauchée par mon patron parce que les délégués syndicaux se sont battus. Moi, je me dis : mon patron c'est le syndicat. Quand vous parlez de lutte, je suis d'accord avec vous. Il n'y a que la lutte qui fait changer les choses. On n'aura rien, mais rien, si on ne va pas le chercher. Si vous n'allez pas taper aux portes, elles ne s'ouvrent pas. Et des fois, il faut les défoncer ces portes. Je suis jeune et les jeunes ont plus de difficultés parce que tout au long de leur éducation, on leur a appris à se battre individuellement. Ils ne savent pas ce que c'est que le collectif. Le collectif, ça s'apprend. Et moi, à Fralib, c'est ce que j'ai appris même en intérim. Il faut connaître ses droits et pour ça il n'y a que le syndicat qui peut vous les donner. C'est pas le patron qui va vous les donner.

Je suis jeune, je suis maghrébine, j'ai toujours des difficultés à avoir qqchose, et j'ai mis 9 ans pour avoir un CDI. 9 ans en intérim dans la même boîte pour avoir un CDI, pour me licencier 2 ans après. Ils ne m'ont pas dit que c'était un CDD de 24 mois ! Moi, je leur réponds, je suis tout le temps dans la rue et je le serai même si j'étais pas syndiqué. Parce que chaque salarié, en France, a le droit de savoir ce qu'ils vont faire de sa vie. J'ai l'impression que le capital, au lieu de servir l'homme, il nous asservit. On est les esclaves du capital. Mais moi, je suis pas esclave. Je suis esclave de personne.

Copyright © Le Vénissian